

[Text]

strongly; he calls a spade a spade; he sees things in black and white.

All I am saying is that we have a policy but after 18 months, or however many months, there are no regulations to enforce it.

With regard to concern in the country, in the document drawn up by the Library of Parliament—which I think is a reputable research organization; I have always felt that it was; I have always felt that we had competent people—the last paragraph says:

Consumer groups in particular have deplored the lack of measuring uniformity in the marketplace. This state of affairs, they argue, is not only confusing for consumers, it also prevents them from making informed choices in their buying practices.

All I am saying is that if the government has a policy that you can have metric and imperial then you should enforce that policy. You cannot take a *laissez-faire* approach to enforcing the law. You are the government; your job is to enforce the law. You asked for it; you got it. You may not be happy with it, but you got it. The buck stops with you. Now, if you are going to have a policy then you have to enforce it and you have to bring in regulations to give it some teeth. Otherwise, we have an open approach in the marketplace and people do not have any protection at all. That is all I am saying.

Mr. Côté (Langelier): Again, I think regulations will be brought at the appropriate time. As I say, we will keep watching the evolution of the situation. There is a moratorium on right now and we do not feel it necessary to persecute people who have difficulty living with the units of measurement. That is all I could say.

Le président: Monsieur Parry.

Mr. Parry: Just one final question, Mr. Chairman.

I raised on November 29 in the House and on the late show on February 11, 1986 the question of Key Independent Systems and their marketing of film processing machinery. The Parliamentary Secretary to the Minister of Communications, acting for the then Parliamentary Secretary to yourself, stated at the time that departmental officials had met with some of the complainants to review their concerns and he could assure the House that the matter was receiving a careful and complete examination of all the facts available. Could you tell me, Mr. Minister, if this matter is still under examination?

• 1730

Mr. Côté (Langelier): To my knowledge it still is.

Mr. Parry: Thank you.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Parry.

[Translation]

très fermes. Il n'hésite pas à appeler un chat un chat, il voit les choses noir sur blanc.

Tout ce que je veux dire c'est que nous avons une politique, mais qu'après 18 mois, ou je ne sais plus combien de mois, il n'y a toujours aucun règlement destiné à faire appliquer cette politique.

En ce qui concerne la préoccupation des Canadiens, la Bibliothèque du Parlement—qui est un organisme de recherche dont la réputation n'est plus à faire; je l'ai toujours dit, car ce sont des gens extrêmement compétents—a rédigé un document dont le dernier paragraphe se lit comme suit:

Les groupes de consommateurs en particulier déplorent l'absence d'uniformité dans le marché. Non seulement cet état de chose crée-t-il de la confusion chez les consommateurs, mais il les empêche aussi de faire des choix réfléchis dans leurs achats.

Tout ce que je veux dire par là, c'est que si le gouvernement a établi une politique selon laquelle les systèmes métrique et impérial sont permis, il faudrait que cette politique soit appliquée. On ne peut pas avoir une attitude de laisser faire lorsqu'il s'agit d'appliquer une loi. C'est vous le gouvernement; c'est votre travail d'appliquer la loi. Vous l'avez demandé et vous l'avez. Vous n'en êtes peut-être pas contents, mais vous l'avez. C'est à vous la responsabilité. Si vous voulez adopter une politique, vous devez en assurer l'application et donc adopter un règlement qui lui donnera force. Autrement, ce sera l'anarchie sur le marché et les consommateurs ne seront plus protégés. C'est tout ce que je voulais dire.

M. Côté (Langelier): Je le répète, le règlement sera adopté le moment opportun. Je le répète, nous avons l'intention de continuer à surveiller la situation. Pour l'instant, un moratoire a été imposé et nous ne jugeons pas nécessaire de rendre la vie dure aux personnes qui ont de la difficulté à s'adapter aux nouvelles unités de mesures. C'est tout ce que je peux dire à ce sujet.

The Chairman: Mr. Parry.

M. Parry: Une dernière question, monsieur le président.

Le 29 novembre, à la Chambre, et le 11 février dernier, à la séance du soir, j'ai soulevé la question de la *Key Independent Systems* et de sa mise en marché d'équipement de traitement de films. Le secrétaire parlementaire du ministre des Communications, représentant votre propre secrétaire parlementaire de l'époque, avait déclaré à ce moment-là que des représentants du Ministère avaient rencontré certains des plaignants pour s'informer de l'objet de leurs plaintes, et il a assuré la Chambre que l'on procédait à un examen minutieux de tous les faits. Pourriez-vous nous dire, monsieur le ministre, si cette affaire est toujours à l'étude?

M. Côté (Langelier): À ma connaissance, oui.

M. Parry: Merci.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Parry.